



Lire le journal

Abonnez-vous
0,99€ le premier mois

Accueil > Flash Eco

Grève ferroviaire et agriculteurs en colère paralysent l'Allemagne

Par Le Figaro avec AFP

Publié le 10/01/2024 à 09:30, mis à jour le 10/01/2024 à 11:46



Le chancelier allemand Olaf Scholz, à la réunion hebdomadaire du cabinet à la Chancellerie de Berlin, en Allemagne, le 10 janvier 2024. JOHN MACDOUGALL / AFP

Une grève de trois jours des cheminots paralyse le trafic ferroviaire mercredi en Allemagne, où les agriculteurs en colère poursuivent leurs blocages d'axes routiers, illustration d'un climat social dégradé dans la première économie d'Europe. Ces mobilisations donnent le ton d'une année qui s'annonce difficile pour le chancelier Olaf Scholz, à la tête d'une coalition divisée, qui se débat avec une économie affaiblie et une popularité au plus bas. Les conducteurs de trains seront en grève jusqu'à vendredi soir au sujet de leurs salaires et du temps de travail à l'appel du syndicat GDL, après l'échec des négociations avec l'opérateur public Deutsche Bahn (DB). La DB a prévu des perturbations «massives» sur l'ensemble du réseau, recommandant aux voyageurs d'«éviter tout déplacement inutile» pendant la grève.

Sur les quais déserts de la gare centrale de Berlin, par des températures glaciales, seuls quelques voyageurs erraient. Point de trains affichés : les haut-parleurs se contentaient de

prévenir que la plupart des trajets étaient annulés. Philipp Kolb, étudiant de 22 ans, voulait se rendre à Hambourg à l'aube: *«J'ai dû retarder mon voyage de trois heures. Ce n'était pas si grave au final! Je crois que d'autres ont été davantage concernés que moi»*, tempère-t-il auprès de l'AFP. Mardi soir, un tribunal à Francfort-sur-le-Main a rejeté la demande en urgence de la DB d'empêcher une grève jugée *«disproportionnée»*, la plus longue initiée jusqu'ici par le GDL, qui représente environ 10.000 salariés. De nombreux Allemands ont opté pour le télétravail, afin d'éviter les casse-tête de transport, de nombreux Länder ayant autorisé les enfants à ne pas se rendre à l'école, pourtant obligatoire sous peine d'amende dans le pays. Si les cours ont été maintenus, les élèves absents ont été exceptionnellement excusés et des systèmes de cours à distance pourront être mis en place.

Gares désertes, routes bloquées

Les voyageurs espérant se rabattre sur la voiture sont également déçus. Depuis lundi, des milliers d'agriculteurs protestent contre la politique agricole du gouvernement avec notamment des convois de tracteurs bloquant des entrées d'autoroutes dans tout le pays. Les actions à l'appel de l'Union des agriculteurs allemands (DBV) se sont concentrées à l'intérieur et autour des grandes villes allemandes. Elles doivent se poursuivre jusqu'à lundi prochain. L'ire des agriculteurs s'était enflammée en décembre, à la suite de la décision du gouvernement de réduire des subventions au secteur en raison d'un rappel à l'ordre des juges constitutionnels portant sur les strictes règles budgétaires de l'Allemagne.

Dans une Allemagne menacée par la récession en raison des difficultés du secteur industriel, plombé par les coûts de l'énergie, les mesures d'économies auxquelles est contraint le gouvernement passent mal. Confronté à une impopularité record, le gouvernement, qui réunit les sociaux-démocrates de Scholz, les Verts et les libéraux, a adouci la semaine dernière ses projets pour le secteur agricole, annonçant notamment que l'avantage fiscal accordé sur les quantités de gazole consommées serait supprimé progressivement jusqu'en 2026 et non d'un coup.

De plus, l'avantage en matière de taxe sur les véhicules pour la sylviculture et l'agriculture sera maintenu. *«La négociation est le seul moyen de parvenir à une solution»*, a plaidé mercredi Anja Bröker, porte-parole de Deutsche Bahn, appelant le syndicat du rail à reconsidérer la dernière offre portant sur une hausse des salaires de 11% et une flexibilité du temps de travail. L'opérateur ferroviaire rejette en revanche la revendication d'un passage à la semaine de 35 heures sur quatre jours dont le coût est jugé insupportable pour le groupe déjà fortement endetté et qui doit faire face à des investissements massifs. Mais le président du GDL, Claus Weselsky, a estimé sur la chaîne ZDF que les dernières propositions de la DB étaient une *«provocation»*. Affirmant être *«prêts au compromis»*, Claus Weselsky a néanmoins indiqué que *«s'il n'y a rien d'ici vendredi nous ferons une pause avant de reprendre le combat»*.